À l'agenda de la semaine

Lundi

France

Assemblée nationale : l'ordre du jour inclut une proposition de loi transpartisane pour lutter contre le narcotrafic en France.

France

Publication des prévisions économiques mondiales de l'OCDE.

Allemagne

Les députés votent sur un gigantesque plan d'investissements dans la défense et l'économie.

Mardi

France

À Marseille, décision concernant la requête d'Albert Corrieri, ancien travailleur du STO, âgé de 102 ans, qui réclame à l'État français le paiement de ses heures effectuées en Allemagne pendant la guerre.

France

À Foix, procès du chasseur accusé d'avoir tué une ourse en Ariège, en 2021 (et le 19 mars).

Mercredi

France

Audition de la Ciivise devant la délégation aux droits des enfants de l'Assemblée nationale.

Jeudi

Union européenne

Conseil européen à Bruxelles (également le 21 mars).

France

Sortie mondiale du jeu vidéo « Assassin's Creed Shadows », nouvel épisode de la franchise d'Ubisoft.

France

Le Sénat va voter pour réhabiliter les femmes condamnées pour avoir avorté.

Union européenne

À Strasbourg, sommet des présidents de Parlement des 46 pays membres du Conseil de l'Europe, sur le thème « Sauvegarder la démocratie ». (jusqu'au 21 mars).

France

Quatrième séance de négociations sur la réforme des retraites.

France

Affaire Bétharram : la ministre de l'Éducation Elisabeth Borne reçoit le porte-parole des victimes, Alain Esquerre.

Vendredi

France

Nouvelle-Calédonie : visite de Manuel Valls pour de nouvelles discussions avec les représentants indépendantistes et non indépendantistes sur l'avenir institutionnel de l'archipel (jusqu'au 25 mars).

États-Unis

Réunion du Conseil de sécurité de l'ONU sur Gaza.

Samedi

France

Manifestations à l'appel de LFI pour protester « contre le gouvernement Bayrou, l'extrême droite et ses idées ».

SUD OUEST DIMANCHE

Directeur Général, directeur de la publication : Nicolas Sterckx.
Directeur du pôle Médias : Christophe Galichon.
Directeur de la rédaction : Jean-Pierre Dorian.
Rédactrice en chef : Flore Galaud.
Rédacteur en chef adjoint : Olivier Plagnol.
N° de commission paritaire : 0425 C 86477.
Dimanche 16 mars 2025. N° 3 936.
Tirage du dimanche 16 mars 2025 : 143 676 exemplaires.
Imprimé par SAPESO 40, quai de Brazza, 33100 Bordeaux.

«Les faits sont sacrés, les commentaires sont libres»

ACPM
Diffusion totale payée 2023 :
178 605 exemplaires.
Service clients abonnés :
serviceclient@sudouest.fr
tél. 05 57 29 09 33.
Prix de référence de l'abonnement (formule mensuelle) :
44,90 € TTC dont TVA à 2,1 %

ARPP
autorité de régulation professionnelle de la publicité
SUD-OUEST PUBLICITÉ
23, quai des Queyries, CS 20001,
33094 Bordeaux Cedex.
www.sudouest-publicite.com
E-mail : sudouest-publicite@sudouest.fr
Régies extra-locales : 366.
Publicité : tél. 0 180 489 366.

SA DE PRESSE ET D'ÉDITION DU SUD-OUEST
Société anonyme à conseil d'administration au capital de 268 400 euros.
Président du conseil d'administration : Olivier Cotinat.
Siège social : 23, quai des Queyries, CS 20001, 33094 Bordeaux Cedex.
Tél. 05 35 31 31 31.
Principaux associés : GSO.SA, SIRP, Société civile des journalistes, Société des cadres.
1944-1968 : Jacques Lemoine, fondateur.
1968-2001 : Jean-François Lemoine.
2001-2013 : Mme É.-J. Lemoine, présidente d'honneur.
Origine du papier : Espagne.
Taux de fibres recyclées : 98%.
Ce journal est imprimé sur du papier certifié PEFC (PEFC/10-31-3312).
Emissions de GES : 100 g CO^2 eq par exemplaire (données 2023).

LE TRI FACILE — BAC DE TRI

Le numéro de «Sud Ouest dimanche» du 16 mars 2025 comporte 26 mises sous film ou encarts. Avec «Diverto », sur certaines des zones. Charente: CroisiEurope, Label Chaussures Cognac, Label Chaussures Chasseneuil; Charente-Maritime: CroisiEurope, Petits-Fils Rochefort,Label Chaussures Cognac, Shopix; Gironde: CroisiEurope, Auchan Biganos, Bastide Médical, Carrefour Market Ferry, Label Chaussures Cognac; Landes: CroisiEurope, Storistes de France, Villas Ginkgos; Pyrénées-Atlantiques: CroisiEurope, Bastide Médical; Dordogne: CroisiEurope, Label Chaussures Bergerac; Lot-et-Garonne: CroisiEurope, Label Chaussures Bergerac, Bastide Médical. Avec «Version femina», sur certaines des zonesGironde: Mobilier de France Bègles/Biganos; Landes: Mobilier de France Bègles/Biganos, Adour PVC; Pyrénées-Atlantiques: Adour PVC.

En prison, l'insidieux poison de la corruption se diffuse

Sans jeter l'opprobre sur le sacerdoce parfois mortel des surveillants pénitentiaires, la multiplication des affaires témoigne aussi de la puissance du crime organisé derrière les barreaux. Un tabou difficile à briser

Dossier réalisé par Sylvain Cottin
s.cottin@sudouest.fr

Récemment muté – à sa demande – dans une prison du Sud-Ouest, Martin (1) feint d'abord de ne pas comprendre la question. « Une vocation ? Allez trouver quelqu'un qui vous dira que ce métier en est une », balaye ce surveillant pénitentiaire néanmoins satisfait de son sort. « Parce que j'assume de l'avoir choisi pour la sécurité de l'emploi. » Jusqu'alors en poste à la maison d'arrêt de Grasse (Alpes-Maritimes) à la réputation sulfureuse, le trentenaire a été rattrapé lundi par ce proche passé, découvrant que l'une de ses anciennes collègues venait d'être prise en flagrant délit de corruption. Soupçonnée de nombreux manquements, Lucille, jeune femme de 24 ans, pourrait aussi avoir introduit des iPhone pour le compte d'un détenu surnommé le Boucher de Marseille. « Une stagiaire que je ne connaissais pas spécialement. Mais des agents qui tombent, il y en a tous les jours hélas. »

Dans le huis clos de quelque 120 prisons françaises désormais toutes ou presque ouvertes aux quatre vents des cames et camelotes clandestines, un tabou est sur le point de se briser à force d'y voir se multiplier les affaires. Au printemps dernier, six

« Le soir où trois mecs m'attendront avec des calibres devant chez moi... »

agents ont encore été mis en examen après avoir traficoté cannabis, alcool et autres téléphones derrière les barreaux du centre pénitentiaire de Réau (77). À l'été, ce fut au tour d'un maton de Gradignan (Gironde) d'être condamné, avant que cinq autres surveillants d'Osny (Val-d'Oise) ne plongent eux aussi en fin d'année.

« Un chiffre noir »

Sur le papier, celui du conseil de discipline de l'administration pénitentiaire, la corruption reste pourtant un phénomène marginal, une grosse vingtaine de révocations prononcées entre 2018 et 2024 parmi ce corps de 30 600 fonctionnaires. En réalité, la face émergée d'un fléau qui hante l'ensemble de cette profession doublement meurtrie dans sa chair depuis l'évasion funeste de Mohamed Amra.

« Comparée aux quantités de drogue astronomiques que livrent les drones jusque sous nos fenêtres, la corruption n'a qu'un impact résiduel », nuance Wilfried Fonck, secrétaire national du syndicat Ufap-Unsa. « Mais il existe un chiffre noir », admet-il, en évoquant notamment ces agents qui, démasqués, préfèrent démissionner plutôt que de passer sous les fourches caudines de leur hiérarchie. Vieille comme le monde carcéral, l'immorale tentation semble ainsi monter en puissance avec celle d'un crime organisé gangrenant une France où se propagent également les retournements du côté des dockers, du personnel aéroportuaire et même, plus épisodiquement, dans les milieux douaniers, policiers ou judiciaires.

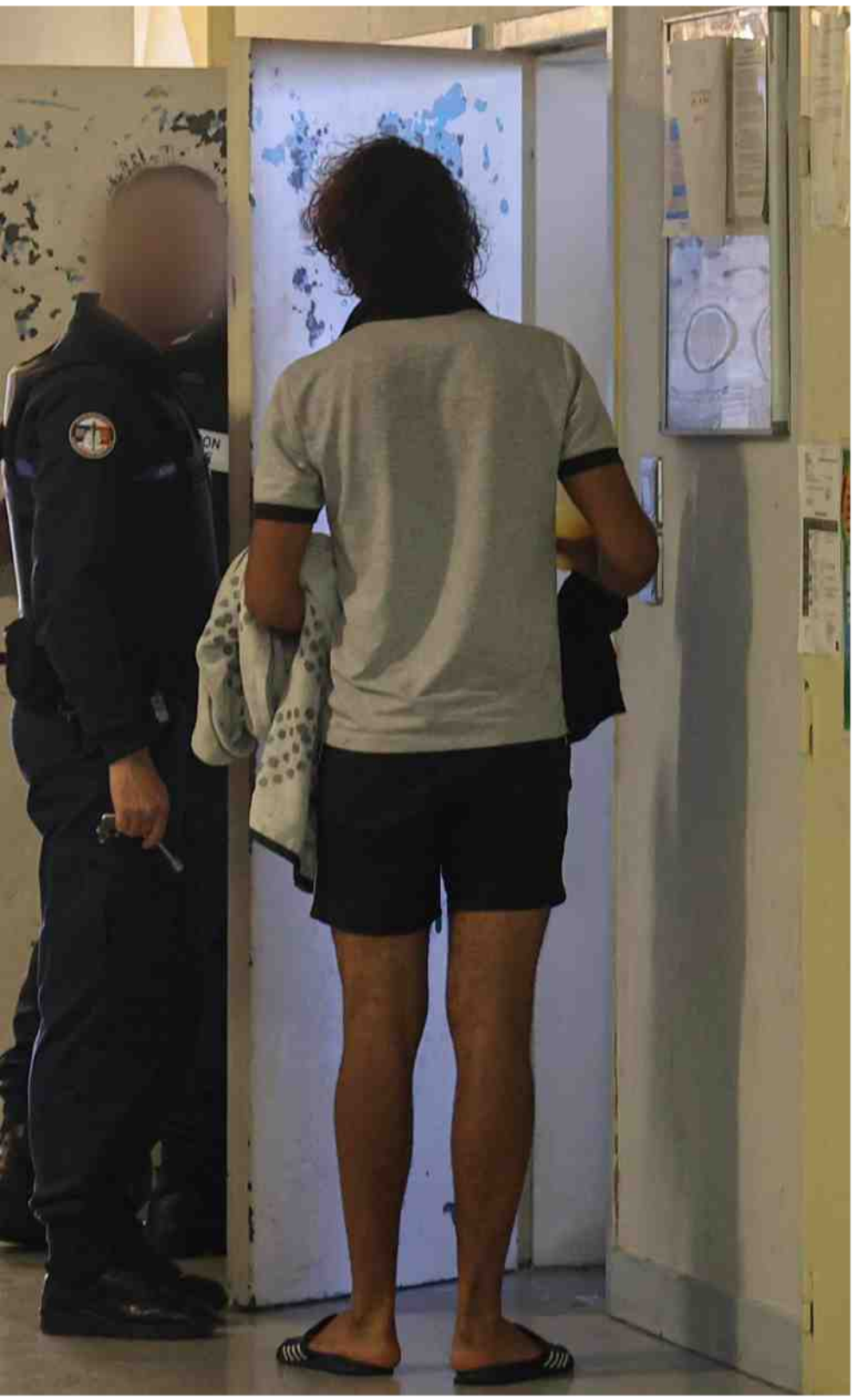
Fatal engrenage

À l'ombre de cellules prenant parfois l'allure d'épiceries de quartier disciplinaire, d'abord du menu fretin permettant aux truands d'y faire petit à petit leur nid douillet : consoles de jeux, nourriture, cartes bancaires prépayées ou smartphones par milliers – 50 000 saisis l'an dernier. « La plupart du temps, on est approché sur le ton de l'humour », confesse Martin. « Pour moi ce n'est jamais allé plus loin en huit ans, alors je n'ai pas peur de résister. Mais je verrai peut-être les choses différemment le soir

« On redoute tous d'apprendre que des collègues sont impliqués dans l'évasion de la Mouche »

où trois mecs m'attendront avec des calibres devant chez moi. » Ou quand le doigt dans le pot de confiture se retrouve happé par un engrenage rendant certains complices des pires criminels. À l'image de « Cathy la matonne », condamnée en juin à 23 ans de réclusion pour son implication dans un double assassinat commis à l'aéroport de Bastia.

« Le fait est que nous sommes démunis face à ce qui se joue principalement entre le collègue et sa conscience », soupire Wilfried Fonck. Y'a le morceau de gâteau sur la table, tu le prends ou pas. » Appât du gain, menaces, difficultés financières ou dérive amoureuse, le portrait-robot du corrompu a mille visages, comme celui de l'ancien



Centre pénitentiaire de Gradignan (Gironde). En France, un peu plus de 30 500 agents sont directement au contact des détenus
FABIEN COTTEREAU / SO

À l'ombre des pires cachots de la planète

Tandis que Gérald Darmanin dessine encore les contours de ses deux futures prisons de haute sécurité, à l'étranger, les exemples – bons ou mauvais – ne manquent pas

Trouver la formule, sinon magique, à tout le moins pragmatique. Passé l'annonce, voilà le ministre de la Justice Gérald Darmanin au pied du mur des deux futures prisons de haute sécurité qu'il s'est juré d'inaugurer dès l'été en compagnie des 200 plus gros narcotrafiquants du pays. Certes aménagée dans les établissements déjà existants que sont les maisons centrales de Vendin-le-Vieil (62) et de Condé-sur-Sarthe (61), cette incarcération à double tour reste pour l'heure à inventer.

Si les exemples, bons ou mauvais, ne manquent pas à travers le monde, c'est en Italie, à la source mafieuse, que le garde des Sceaux est allé puiser son inspiration en février. Précisément dans les faubourgs romains de Rebibbia, à l'ombre desquels une cinquantaine de membres du crime organisé purgent leurs longues peines sous le régime du « carcere duro », littéralement prison dure.

Instaurée en 1992 après les assassinats détonants des juges Falcone et Borsellino par Cosa Nostra, cette détention à l'inflexible isolement y est depuis encadrée par les agents du groupe spécial de la police pénitentiaire, ceux-là changeant de prison tous les six mois. « Sans doute une bonne idée, mais difficile à mettre en place au regard du déficit de surveillants qui nous plombe », s'inquiète Wilfried Fonck, secrétaire national Ufap-Unsa justice. « Nous plaidons pour une solution plus simple : des équipes mobiles au sein de l'établissement. Parce qu'il sera plus compliqué de mettre la pression sur trois fonctionnaires plutôt qu'un seul. »

À la sauce goulag

Ailleurs, plus loin de nos frontières et du respect des droits de l'homme, la Russie reste évidemment experte en la matière d'internement à la sauce goulag. À l'image, parmi tant d'autres, de cette colonie pénitentiaire du Loup polaire où l'opposant Navalny a prématurément fini ses jours l'an dernier. Quelque part dans le grand froid sibérien, là où la lumière naturelle ne vacille que deux heures par jour. Plus tristement réputée encore, aux abords du Kazakhstan, la prison du Dauphin noir promet l'enfer sur Terre aux 700 prisonniers contraints de se déplacer systématiquement menottés, penchés vers l'avant, souvent les yeux bandés, après avoir été privés du moindre contact avec d'autres détenus durant les dix premières années de leur captivité.

« Emmurés vivants »

Aux États-Unis, tandis que l'enclave cubaine de Guantánamo n'en finit plus de survivre à l'annonce de sa fermeture en 2009, la prison de Florence (Colorado) n'aurait pas grand-chose à lui envier. Surnommé l'« Alcatraz des Rocheuses » – ou bien « SuperMax » – après avoir été érigé voilà trente années au cœur d'un désert montagneux, ce pénitencier fédéral reste unique en son genre disciplinaire. Y sont notamment hébergés le baron de la drogue « El Chapo » ou le terroriste français Zacarias Moussaoui, malheureux élus condamnés à purger leur perpétuité dans une cellule d'acier et de béton mêlés, n'en sortant que pieds et mains entravés, deux heures par jour au grand air d'une cage individuelle. « Emmurés vivants », jure Amnesty International, dont les militants pourraient également se pencher sur le Salvador et le sort des 15 000 détenus entassés en un seul et unique Centre de confinement du terrorisme.

C'est à Rome, dans la prison de Rebibbia, que Gérald Darmanin, le ministre de la Justice, est allé chercher l'inspiration. Son régime carcéral particulier a été instauré après l'assassinat du juge Falcone par la mafia. ARCHIVES MAXPPP

directeur de Fresnes en personne, récemment prié d'aller passer cinq ans de l'autre côté de ses barreaux. « Pour autant, les détenus savent à qui demander, prévient Martin. De la même façon que nous repérons leurs fragilités, eux aussi savent deviner les nôtres. Surtout après six petits mois de formation, quand on te jette dans le grand bain en mode "débrouillez-vous". »

À la source du mal corruptif, beaucoup pointent alors un recrutement bâclé par la nécessité d'enrôler chaque année plus de 1 500 surveillants, et d'étancher ainsi ce besoin de main-d'œuvre croissant au même rythme que la surpopulation carcérale. « Même s'il n'est pas trop mal payé (2), ce métier de chien attire si peu que beaucoup de gars n'ont pas le niveau », cingle un ancien cadre dirigeant de l'École nationale d'administration pénitentiaire (Enap) d'Agen. « Sans compter les défections à l'issue du concours, ce qui nous oblige à taper en urgence dans une liste complémentaire où vous retrouvez parfois cinq ou six gaillards au casier long comme le bras. Souvent des gens originaires du même quartier que les voyous, dont on n'a même pas eu le temps de vérifier la moralité. »

Paix sociale ?

Pour avoir côtoyé plusieurs fichés S sur les bancs de l'Enap, Martin ne le démentira pas. « J'ai même vu une ancienne escort-girl être reconnue sous l'uniforme par des détenus. » Maintes fois signalée, mise en examen avant même d'avoir été titularisée, Lucille illustre, selon Wilfried Fonck, les failles de ce recrutement aléatoire. « Ce n'est pas parce que vous vous pointez avec un Bac+5 que vous serez meilleur qu'avec un CAP, mais il est temps d'arrêter de jouer avec le feu. Et d'organiser enfin des enquêtes de sécurité dignes de ce nom. »

Mais il est un autre tabou, à tout le moins secret de polichinelle bien gardé dans le tiroir de certains chefs d'établissement. Celui d'une paix sociale, tacite, négociée à pas cher entre détenus et geôliers. « Bien sûr que l'on ne va pas toujours confisquer la boulette de shit trouvée dans une poche », témoigne un gardien expérimenté. « Pendant qu'il fume, au moins, le mec ne fait pas chier. »

Autrefois directeur de la maison d'arrêt de Rochefort, Michel Lagrèze renchérit. « Dès le début lointain de ma carrière, j'ai reçu des consignes pour y aller mollo avec les détenus. Tant mieux si l'on considère que les grosses mutineries ont quasiment disparu, tant pis si l'on croit encore aux vertus de l'enfermement. » Outre la douleur d'avoir vu tomber des frères d'armes sous les balles de narcotrafiquants sans foi ni loi, Martin sent aussi l'effet lancinant d'un autre mal, le poison du soupçon. « On redoute tous d'apprendre que des collègues sont impliqués dans l'évasion de la Mouche. Souvent, ceux qui basculent n'ont pas la gueule de l'emploi. »

(1) Prénom d'emprunt.

(2) 2 000 euros net en début de carrière.

« La corruption commence par un simple gel douche »

Alors que 800 nouveaux élèves intégreront fin mars l'École nationale d'administration pénitentiaire d'Agen, sa directrice n'élude pas l'insidieuse menace qui les guette à leur sortie

Recueilli par Sylvain Cottin
s.cottin@sudouest.fr

Nommée l'été dernier à la tête de l'Enap, l'École nationale d'administration pénitentiaire, Sophie Bondil jure que le sujet de la corruption – « sans être facile » – n'est plus tabou au sein de l'école.

Désormais, le recrutement des surveillants peut se faire dès le baccalauréat. Est-on suffisamment mature pour exercer un tel métier à 18 ans ?
Si les jeunes candidats sont nombreux, ceux de cet âge-là restent une exception, la moyenne tournant autour de 28 ans. Mais nous sommes vigilants, puisque beaucoup, en début de carrière, pensent qu'il est très facile de se protéger d'une corruption qu'ils ne voient pourtant pas toujours venir.

À leur décharge, la prise de conscience semble avoir été assez tardive au sein de l'Enap…
Le sujet a toujours été évoqué, mais la formation a changé à partir de 2017. Avant, on se contentait de signaler la ligne rouge qu'il ne fallait pas dépasser, et advienne que pourra. Les élèves abordent depuis la corruption sous l'angle du risque. Tous les personnels sont concernés, qu'il s'agisse bien sûr de ces surveillants, des directeurs, des agents administratifs ou techniques, et même au-delà, avec les gens du monde de la santé ou de l'Éducation nationale qui interviennent en prison.

Trois heures de cours sur le sujet, cela paraît bien peu…
En réalité, cette séance fait suite à d'autres formations sur la déontologie, notre logique étant que le thème infuse dans la plupart des cours. Aujourd'hui, nous expliquons aux

Il faut aussi leur apprendre à se confier, même quand ils ont déjà fait un petit écart »

élèves que chacun – et pas forcément les plus fragiles – peut être soumis à ce risque, en leur présentant des situations très cash. Lorsque, par exemple, un collègue dit très bien connaître un garagiste, et que ce dernier vous fera comprendre qu'il peut vous faire un bon prix tout en glissant, l'air de rien, que son frère est détenu dans la maison d'arrêt où vous travaillez.

Ne pas se soumettre à la tentation, mais aussi apprendre à supporter d'éventuelles menaces ?
Un texte décrit précisément ce qu'il est interdit de faire, comme transmettre un courrier ou bien sûr accepter un cadeau. Souvent la corruption débute par quelque chose de minime, en somme un pied dans la porte, avant que vous ne soyez mis sous pression pour des choses bien plus graves. Nous diffusons le témoignage d'une ancienne collègue qui raconte bien le processus qui l'a fait tomber : au départ, une simple demande de gel douche. Mais l'Enap a également créé un outil pour les agents déjà en poste, le pass Anticor, permettant à chacun de questionner ses fragilités : identité culturelle, soutien social ou familial que l'on peut avoir, situation financière, personnalité influençable ou non. Il faut aussi leur apprendre à se confier, même quand ils ont déjà fait un petit écart. Quitte à reconnaître le droit à l'erreur plutôt que de voir le surveillant se renfermer par peur de l'avouer, au risque de recommencer.

À l'issue du concours d'entrée, l'Enap subirait un nombre croissant de défections en ses rangs…
Ces démissions ne sont pas si nombreuses, de l'ordre de 3 à 4 % par promotion.

Face à la crise des vocations, l'administration est malgré tout soupçonnée d'avoir baissé le seuil d'exigence lors du recrutement…
Au 31 mars, 800 nouveaux élèves feront leur rentrée à Agen. Depuis deux ans, le manque d'attractivité du métier n'est plus prégnant, notamment grâce à une revalorisation salariale qui suit le même élan que dans la police. Pour le reste, ce n'est pas l'école qui organise le concours, mais je n'ai pas identifié de baisse de niveau depuis mon arrivée, sachant tout de même que 70 % de nos élèves ont le bac.

Lassé par les incivilités et même des bagarres dans les bars d'Agen, votre prédécesseur a marqué les esprits avec le savon passé en public à ses élèves…
Ce discours a en effet été filmé, puis diffusé sur les réseaux sociaux. Pour autant, le nombre de procédures disciplinaires est résiduel, environ une vingtaine par promotion. Ne perdons pas de temps avec ces potentiels fauteurs de troubles. Depuis l'été dernier, un décret impose une prestation de serment à tous les agents de l'administration pénitentiaire à l'école. J'ai choisi que cette cérémonie soit organisée dès le début de la formation.

Sophie Bondil, directrice de l'École nationale d'administration pénitentiaire
THIERRY BRETON / SO

Un rapport de l'Inspection générale de la justice relie le déracinement des surveillants originaires d'Outre-mer et une plus grande vulnérabilité face à la corruption. Comprenez-vous qu'il fasse polémique ?
Environ 40 % de nos élèves sont ultramarins. Nous sommes attentifs à leur éventuelle fragilité en métropole. Au-delà de cette problématique et de la formation initiale, nous menons depuis 2020 des enquêtes « action » sur le terrain, avec la rédaction de codes anticorruption adaptés à chaque établissement, selon le profil des détenus, et des surveillants.

Sur l'île de Ré, les condamnés réclament justice

Fait rare, pour dénoncer leurs conditions de détention, une quinzaine de détenus ont engagé une action devant les juges. Qui viennent en partie de leur donner raison

De par son rang de maison centrale accordé dans les années 1970, désormais la plus grande de France, le vieux pénitencier de Saint-Martin-de-Ré ne souffre pas de cette surpopulation ailleurs galopante dans nos prisons. Principalement réservée aux « longues peines » ayant violé, tué ou dépecé – parfois les trois à la suite –, l'ancienne citadelle dessinée par Vauban comptait 376 prisonniers pour 458 places au 1er février dernier. Date à laquelle la France a atteint le chiffre record de 81 599 personnes incarcérées (1), dont près de 4 500 contraintes de dormir sur un matelas posé à même le sol. L'enfermement en cellule individuelle n'y serait pourtant pas moins pénible au soleil de l'île la plus chic de la côte atlantique.

Nourriture insuffisante
Porte-étendard d'une grogne contagieuse, 15 détenus viennent ainsi de se liguer pour protester de « l'indignité » de leurs conditions de détention devant le tribunal administratif de Poitiers. Une action collective rare, en référé, dénonçant notamment l'insalubrité « chronique » de l'établissement autant qu'une atteinte aux droits fondamentaux. Pêle-mêle, et selon l'Observatoire international des prisons associé à leur cause, « de la moisissure dans les cellules, des installations électriques dangereuses, des fenêtres au vitrage fendu, la nourriture froide et en quantité largement insuffisante, mais aussi des fouilles à nu systématiques ».
Plus nombreux encore que les prisonniers, les cafards seraient leur double peine. « La prolifération est telle que nous sommes réveillés par ces insectes galopant sur le corps et le visage », plaident-ils.
Rejetant un certain nombre de ces requêtes, le juge a toutefois enjoint l'administration pénitentiaire d'éradiquer les nuisibles, d'augmenter la température des douches et de faire cesser le caractère systémique des fouilles. Avant que le Conseil d'État ne conteste, mi-février, cette dernière injonction sur l'autel de la sécurité, confirmant malgré tout le caractère indigne de ces conditions de détention.

Reconvertie en prison, l'ancienne citadelle érigée par Vauban voilà plus de trois siècles subit les affres du temps. XAVIER LÉOTY / SO

S. C.

(1) Pour 62 363 places.